

## TOUJOURS SUR LE FONCTIONNEMENT...

Samedi 21 juin, je ne pourrai être présent à notre assemblée générale pour le NPA. Travaillant aux urgences du soir à Trousseau, il est toujours difficile de se faire remplacer un samedi après midi (14h00/21h30), qui plus est...le jour de la fête de la musique.

A mon grand désespoir d'ailleurs, car j'avais quelques bricoles à dire et à défendre.

C'est cette absence qui m'incite à répondre au texte de Pascal, sans toutefois vouloir faire un débat en tête à tête. Mais son texte qui constitue plus ou moins une réponse à celui que j'ai écrit sur le fonctionnement ne peut que m'intriguer. Dernière précision, bien que m'étant rapproché de la LCR dernièrement, je ne me considère pas comme militant LCR (je n'ai participé à aucune réunion, je ne paie pas de cotisation, je n'ai même pas aidé à la campagne municipale 100% à gauche...).

Le texte de Pascal m'intrigue donc, car je ne suis pas sûr d'en saisir la réelle signification et le but.

Mon texte, qui se voulait être une base de débat (donc d'ouverture et certainement pas de fermeture et qui précisait bien qu'il ne faisait pas le tour de la question) traitait essentiellement du centralisme démocratique, de son explication et de sa défense. Il avait pour but d'enclencher la discussion, car pour le moment rien ne venait, notamment de la part de la LCR. Il se voulait poser le débat concernant quel type de parti nous voulons construire et ce vers quoi nous devons tendre. Il ne prétendait pas résoudre notre fonctionnement transitoire, en attente de la vraie constitution du NPA. Il est évident que dans les six mois qui viennent, nous aurons obligatoirement un fonctionnement « chaotique », qui va tâtonner où ce seront surtout les débats qui prendront le plus de place et non l'action. Cela dit, je pense que, vu la situation politique (que je considère objectivement comme explosive), il n'y pas intérêt à perdre trop de temps.

Il ne s'agit donc pas pour moi d'appliquer méchamment le centralisme démocratique dès demain matin, mais il est bien évident, que même de façon transitoire, nous serons obligés de nous en inspirer un minimum. Plus notre fonctionnement sera informel, plus il sera incontrôlable par qui que ce soit, plus il sera antidémocratique. Voilà le problème auquel nous sommes confrontés, et je suis persuadé que la démocratie dans notre future (et même immédiate) organisation commune est un sujet extrêmement sensible pour tous. Il s'agit donc de lui donner le meilleur éclairage possible, et certainement pas de l'embrouiller. Par ailleurs, il me semble bien que les vrais débats que nous devons avoir (et encore une fois, pas pour un jour, pas pour une semaine, mais jusqu'au congrès constitutif) portent bien sur le Parti que nous voulons et pas sur ce « non parti » que nous aurons d'ici là !

Le texte de Pascal, se veut, à priori, contradictoire au mien car il « doute qu'il réponde à toutes les interrogations » et note-t-il, « il faut introduire d'autres questionnements afin de comprendre les enjeux de ce parti inédit ».

Il argumente donc en écrivant qu'il « faut que ce parti soit l'œuvre de tous ceux et toutes celles qui s'y engagent », que la LCR doit « favoriser et faciliter les questionnements et l'intégration de nouvelles visions », concernant le droit de tendance, la liberté de parole (traditions de la LCR), il faut « en changer et passer de la tradition à l'innovation », et pour finir, que la LCR « ne doit pas imposer les débats », qu'elle doit « faire émerger de nouvelles pratiques et faire advenir de nouvelles références ». Là, on est plus dans le transitoire.

On aurait pu attendre du texte de Pascal qu'il essaie de faire le tour de ces questionnements. Ce qui aurait été tout à fait louable et intéressant. Mais, arrivés à la fin du texte, on en saura pas plus qu'au début. Rien d'étonnant donc à ce que nous n'ayons aucune piste sur les innovations et les nouvelles pratiques possibles. Pour le moment, cela tient du mirage et du virtuel.

De plus, la confusion est faite en permanence entre le fonctionnement et les orientations. Ainsi quand il fait référence aux luttes écologistes, au féminisme, l'antiracisme, l'antifascisme, il se place là sur le terrain des orientations politiques. En quoi le centralisme démocratique serait-il un obstacle à investir tous ces terrains, et depuis quand ? Comme d'ailleurs à investir de nouvelles luttes dont nous n'aurions pas encore connaissance ?

La confusion ne s'arrête pas là, puisqu' en même temps qu'il tente de démontrer les limites, la rigidité, le handicap que constituerait le centralisme démocratique vis à vis des cultures et cheminements pluriels qui viennent au NPA, il écrit, en parlant d'une organisation centralisée et démocratique : « bien sûr, ces deux concepts sont incontournables dans la construction efficace pour la lutte contre la bourgeoisie. Nous ne pourrions en faire l'économie. Deux siècles de luttes contre le capital n'ont pas permis de l'abattre et il faudra bien que les travailleurs soient encore mieux organisés pour en finir avec la logique des profits et construire une autre société ».

Alors, pour ou contre ? Incontournable ou dépassé ? On ne sait plus trop, et c'est bien ce qui m'intrigue, ce qui fait qu'à la fin je ne comprends pas très bien ce que défend Pascal (et la tendance Unir ?).

Juste avant d'ailleurs, il se fait le porte parole de camarades qui viennent au NPA et qui refusent « les formes de pensées préconstruites, souvent considérées comme dogmatiques et étouffantes ».

D'une part le centralisme démocratique n'est pas une « forme de pensée », mais une tentative de solution concrète (et pas virtuelle) pour tenter de fonctionner le mieux possible, alliant l'efficacité et la démocratie. Cette solution, qui a évolué au fil des années, peut certainement encore évoluer (en « mieux »), en intégrant les expériences actuelles et à venir. J'entends bien qu'il y ait des camarades qui ont une appréhension négative, de fait, de la forme « parti » et de son fonctionnement, que la LCR peut paraître (puisque c'est elle qui est à l'initiative du processus que nous vivons et qui est visée) comme « bolchevique », voire « bureaucratique » (« *dogmatique et étouffante* »). Cette vision des choses implique donc un débat avec ces camarades, tout à fait normal, justifié et sain. Mais pour qu'il y ait débat, encore fallait-il commencer par défendre un minimum ce que je considère comme un acquis (quitte à le faire progresser) et expliquer ce qu'il recouvre réellement (et pas dans les fantasmes).

Dans une des dernières livraisons de « Rouge », il y a un article de Samy Joshua qui avance l'idée d'introduire une dose de fédéralisme. Cela me convient tout à fait. Il y a bien évidemment de nombreuses questions locales ou bien des sujets qui n'ont pas une « portée générale » dont le traitement peut être laissé à l'entière appréciation du NPA local, sans qu'il y ait à respecter des orientations nationales. Mais, même dans ce cas, il faudra quand même appliquer un minimum de « centralisme local ». Ou bien chacun, chacune, chaque membre du NPA local dira ce qu'il veut, comme il l'entend sur le problème concerné. A quoi sert alors un collectif d'intervention comme y prétend un parti, à plus forte raison le NPA ? S'il n'y a pas lieu à avoir une intervention collective, donc portée par tous et toutes, il n'y a pas lieu d'avoir une organisation collective !

Il peut aussi y avoir certaines problématiques qui n'appellent pas forcément une réponse toute faite, bouclée, et qui de fait reste ouverte et en débat (par exemple la critique du sport). Il sera tout à fait en notre honneur de dire publiquement que telle ou telle question n'est pas tranchée et que tous les points de vue peuvent s'exprimer publiquement, qu'ils soient individuels ou émanant de groupes de militants, petits ou gros (les groupes bien sûr, pas les militants !).

On peut également réfléchir sur un turn-over des directions, à tous les niveaux, plus important que ce qu'on peut connaître, tout en faisant attention, dans un souci de suivi des affaires et d'efficacité, à ne pas casser systématiquement des groupes de travail. Je pense qu'en matière de direction, il faut faire attention à ne pas faire de « démocratisation démagogique ». Oui il faut une direction locale et nationale. Faire croire qu'il pourrait ne pas y avoir de direction, serait irresponsable. L'intervention efficace et la démocratie justement, exigent des collectifs de travail qui prennent des décisions et qui acquièrent au fil du temps de l'expérience. Vis à vis de ces camarades en position de diriger, il faut se donner le maximum de garanties pour qu'ils ne confisquent pas le pouvoir. Pour cela, il n'y a pas d'autres solutions, d'une part que d'avoir des règles démocratiques de fonctionnement (congrès où nous tirons les bilans de ces collectifs, révocabilité des camarades élus, etc.) et d'autres part encourager l'esprit critique de chaque militant-te, vis à vis de ces directions. Il faut pouvoir allier la confiance (pas aveugle) et la critique.

Et il y a probablement beaucoup d'autres pistes qui viendront dans les débats enrichir le centralisme démocratique. Mais avant de voir comment le perfectionner, encore faut-il en rappeler les bases, l'expliquer et le défendre.

Il n'est pas possible de débattre correctement de notre fonctionnement, si d'entrée de jeu on exerce une espèce d'autocensure sur ce concept de centralisme démocratique. Cela est d'autant plus important que de nombreux camarades font effectivement l'amalgame centralisme démocratique = centralisme bureaucratique. Le minimum était d'exposer à quoi correspond concrètement et réellement ce fonctionnement, au nom de la démocratie justement.

Daniel Bensaïd a écrit dans une de ses contributions à propos du futur NPA, je cite de mémoire et approximativement (car je ne sais plus dans quel écrit c'était), « *qu'il était illusoire de penser que plus on lâchera du lest, moins on en dira, plus on sera séduisant et rassurant, plus le projet sera attractif* ». Je pense qu'il a raison, et que les militants qui ont une certaine expérience, une certaine réflexion n'ont pas à les jeter par-dessus bord, à commencer par les militants de la LCR ou les ex. Ce serait une grave erreur. Les nouveaux venus, quelles que soient leurs trajectoires et leurs histoires, ont besoin de réflexion, de connaissances, de clarté, y compris sur comment nous envisageons le fonctionnement de notre future organisation. Et bien sûr que nous ne sommes pas tous à égalité dans ce processus (c'est d'ailleurs ce qui en fait la richesse), mais il serait irresponsable qu'on règle le problème « par le bas », à savoir que tous et toutes se mettent dans la peau de quelqu'un qui découvre, et la politique, et les débats liés à comment doit vivre une organisation. C'est un peu ce que propose Pascal, en expliquant, en gros, qu'il faut partir de zéro et inventer de nouvelles pratiques.

A l'inverse il ne s'agit pas non plus d'imposer son point de vue (au nom de « l'expérience »), mais dans un débat il faut argumenter et défendre ce qu'on pense juste. Quel que soit le point de vue. Ne pas défendre le sien, sous prétexte qu'il y a inégalité entre les tenants des différentes approches, revient à amputer le débat et ne me semble pas être pertinent. C'est le contraire d'enrichir le débat, c'est l'appauvrir.

Ceci vaut d'ailleurs pour la formation. Tout le monde s'accorde sur la nécessité que tous-tes les militants-tes soient formés-es politiquement pour pouvoir exercer sa critique, comprendre les débats et les enjeux, être aux postes de responsabilité, bref, pour faire vivre la démocratie.. Même si une partie de cette formation s'acquiert sur le terrain, une autre partie, plus théorique, s'acquiert par des moments consacrés à la réflexion, moments encadrés, qu'on le veuille ou non, par des « formateurs ». Alors, je pose la question : qui va encadrer qui ? Comment allons nous déterminer quels-les camarades seront les animateurs de ces formations, et sur quelles bases ces formations se feront-elles ?

Maintenant, en ce qui concerne le programme, le problème se pose différemment. Et là je pourrais être d'accord. Il est hors de question que la LCR fasse reprendre l'entièreté de son programme par le NPA (y compris lorsque celui ci sera effectivement constitué). Cela, je pense que tout le monde en est persuadé, et que la base que constituait l'appel national est assez large et est bien la démonstration que les conditions d'adhésion au NPA ne sont pas les orientations de la LCR de A à Z. Ceci relève d'un autre débat, d'autres débats.

Mais pour pouvoir décider quelles seront les vraies références de base du NPA, ses orientations, son positionnement dans tout ce qui a trait à la lutte des classes, il me paraissait primordial et indispensable d'avoir le débat sur comment nous allons à terme décider de ces orientations. A moins de penser que tout se fera au consensus « ad aeternam » et que les débats d'orientation ne seront pas « trop » contradictoires. Admettons que cela soit possible pour certains thèmes qui nous sont communs, mais gageons que la vie, la réalité de la lutte des classes, fera que ce consensus sur les grandes idées ne résistera pas à l'épreuve des faits, des décisions concrètes à prendre. Et sans règles communes, débattues, comprises et acceptées par tous et toutes, le risque d'explosion et d'éclatement est grand. Je le répète donc, il y a une bataille de conviction à mener, et il ne s'agit pas, bien sûr d'imposer administrativement tel ou tel fonctionnement. Mon texte se voulait donc engager cette bataille de conviction.

Claude Darde  
Comité Santé Social

PS : Je découvre le texte de Jacques.

1. Il élimine lui aussi d'entrée de jeu le débat sur notre fonctionnement à terme, comme si cela n'était pas un débat que nous devrions avoir maintenant et qu'en gros cela allait se régler une fois que nous serons homogènes. Pour s'homogénéiser, il faut aussi avoir le débat sur notre fonctionnement (ce n'est pas un aspect administratif) tout comme il faudra l'avoir sur les orientations générales. Qu'est ce qui va nous homogénéiser, si ce n'est la pratique commune, l'intervention commune dans la vie politique de tous les jours et les débats qui iront avec, et comment nous trancherons ces débats. Je veux bien comprendre le souci du camarade de comment faire fonctionner aujourd'hui cette organisation qui n'est pas encore un parti, mais pourquoi refuser de mener le débat sur le centralisme démocratique (je parle bien de débat encore une fois, et pas d'application immédiate). Ou alors ce fonctionnement transitoire et provisoire ne cacherait-il pas la volonté d'un fonctionnement définitif ?
2. Sur ses propositions de fonctionnement immédiat, je suis en gros d'accord. Reste quand même à régler « comment nous allons prendre nos décisions ». Lorsqu'il y a consensus, évidemment pas de souci. Lorsqu'il y a divergence, il faudra bien prendre une décision, et si nous voulons encore une fois agir, il faudra bien trouver une solution. Je n'en vois pas d'autres que le vote. Pour moi, à la majorité simple : 50% + 1 voix.
3. D'accord aussi avec Jacques sur la démocratie lorsqu'il écrit que « les meilleures mesures organisationnelles ne sont rien sans la volonté des membres de l'appliquer ». j'y fais un peu référence dans ce texte et dans le premier, j'avais écrit que « la démocratie ne s'use que si l'on ne s'en sert pas ». Maintenant pour appliquer ces mesures, il faut commencer par les définir !
4. Sur le nom du futur parti, ce qu'il propose (PST) a déjà été utilisé dans d'autres pays. Pourquoi pas ? Je pense que Jacques réfléchit également à comment nous allons décider démocratiquement de ce nom. Au consensus ? En ce qui me concerne, sur un sujet comme celui ci, je pense que la décision doit se prendre aux deux tiers des membres constituant le processus (membres dont il faudra d'ailleurs déterminer les critères : cotisations, participation aux réunions, etc.). La référence à l'écologie me semble également judicieuse et indispensable, pour les raisons avancées par Jacques, mais aussi parce que le désastre écologique vers lequel nous allons est le résultat essentiellement du capitalisme, d'un certain type de développement productiviste (qui était aussi appliqué par les ex bureaucraties de l'est). Bref, ce désastre est aussi un symptôme de l'agonie du capitalisme et de son impasse pour l'être humain.